

Envoyé en préfecture le 12/02/2026

Reçu en préfecture le 12/02/2026

Publié le 12/02/2026

ID : 040-200087278-20260209-260209_1_DEL_DO-DE



EMMA
Eaux Marensin
Marenne - Adour

DOSSIER PREPARATOIRE AU

DEBAT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

2026

Sommaire

1/ CONTEXTE
2/ EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES EXECUTION BUDGETAIRE 2020 – 2025
3/ ETAT DE LA DETTE
4/ RESSOURCES HUMAINES
5/ ETUDES FINANCIERES PROSPECTIVES
6/ LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2026

4
9
14
15
18
20

ANNEXES

Programme travaux 2026.....

27

INTRODUCTION

Préalablement au vote du budget primitif, le débat d'orientation budgétaire (DOB) permet de discuter des orientations budgétaires de la collectivité et d'informer sur sa situation.

Le débat d'orientation budgétaire représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il participe à l'information des élus et favorise la démocratie participative des assemblées délibérantes en facilitant les discussions sur les priorités et les évolutions de la situation financière d'une collectivité préalablement au vote du budget primitif.

Avant l'examen du budget, l'exécutif des communes de plus de 3500 habitants, des EPCI qui comprennent au moins une commune de plus de 3500 habitants, des départements, des régions et des métropoles présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- les orientations budgétaires : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre,
- les engagements pluriannuels envisagés : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- la structure et la gestion de la dette contractée, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice. De plus, pour les communes de plus de 10000 habitants et les EPCI de plus de 10000 habitants comprenant au moins une commune de 3500habitants, le rapport de présentation du DOB comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs.

Il précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail.

Le présent rapport a pour objet de fournir les éléments utiles à la réflexion en vue de présenter les futurs budgets.



1/ CONTEXTE

I - CONTEXTE GÉNÉRAL

Données Caisse d'Epargne

Monde : la croissance mondiale résiste malgré de multiples chocs

Pour les deux prochaines années, nous prévoyons une croissance mondiale en léger ralentissement, à 2,9 % en 2025 et 2,8 % en 2026, après 3,0 % en 2024. Cela reste une performance remarquable alors que l'activité fait face à de nombreux chocs, à commencer par les droits de douane de l'administration américaine. Aux États-Unis, l'activité ralentirait à 1,8 % en 2025 et 2026, après 2,8 % en 2024, un rythme qui reste élevé. En zone euro, la croissance est attendue à 1,3 % cette année et serait quasi inchangée en 2026 (1,2 %), même si celle-ci ferait face à des forces contraires (relance de l'investissement en Allemagne, impact négatif des droits de douane). Au Royaume-Uni, la croissance serait proche de celle observée en zone euro (1,4 % en 2025 et 1,2 % en 2026). En Chine, l'activité resterait autour de 5 % (5 % en 2025 et 4,8 % en 2026), malgré les droits de douanes US.

Côté politique monétaire, la Fed poursuivrait son cycle de baisses de taux, tandis que la BCE s'arrêterait à 2 %. La BCE considère qu'elle est « bien positionnée » pour faire face aux différents chocs, ce qui justifie un statu quo à 2 %. La Banque d'Angleterre continuerait son cycle de baisse de taux mais à un rythme prudent compte tenu d'une inflation toujours élevée. Aux États-Unis, la Fed a commencé son cycle de baisses de taux en septembre 2025 et celui-ci se poursuivrait jusqu'en avril 2026 pour un taux terminal à 3 % (borne haute des taux Fed Funds) sur fond de ralentissement du marché du travail et malgré des risques inflationnistes liés aux droits de douane. A rebours, la

Banque du Japon augmenterait une dernière fois ses taux en décembre 2025, à 0,75 %. Les risques sur la croissance mondiale demeurent élevés. Les effets de la hausse des droits de douane ne sont pas encore pleinement ressentis et les tensions géopolitiques avec la Russie et au Moyen- Orient demeurent élevées. A l'inverse, une détente sur les droits de douane, la relance allemande et le virage de la défense en Europe constituent des relais de croissance qui pourraient être supérieurs à nos attentes.

Zone euro : une croissance en ordre dispersé

Scénario de croissance :

La croissance en zone euro s'établirait à 1,3 % en 2025 puis 1,2% en 2026 après 0,8 % en 2024. Une partie de la bonne performance de la croissance en zone euro traduit une anticipation des droits de douanes US, avec une forte hausse des exportations de biens européens vers les États-Unis au 1er semestre 2025. La croissance européenne est tirée par les pays du Sud de l'Europe avec une croissance attendue à 2,9 % en Espagne. La croissance française résiste malgré l'incertitude politique (+0,9 %), alors que l'activité reste faible en Allemagne (0,3 %) et en Italie. L'année prochaine, la croissance allemande redémarrerait (+1,3 %) sous l'effet d'un plan de relance massif, qui bénéficierait à l'ensemble de la zone euro.



Inflation :

L'inflation resterait en moyenne légèrement au-dessus de la cible de la BCE cette année, à 2,1 %, avant de fléchir plus nettement l'année prochaine à 1,7 %, sous les effets cumulés de l'appréciation de l'euro et de la baisse des prix du pétrole et du gaz. L'inflation hors énergie et alimentation resterait un peu supérieure à 2 %, avec une inflation des services toujours élevée dans certains pays et notamment en Allemagne où le salaire minimum est attendu en hausse de 14 %

France : l'activité résiste à l'incertitude politique

Croissance : nos prévisions anticipent une croissance de 0,9 % en 2025 et 1,0 % en 2026.

La croissance française a été particulièrement dynamique au 3ème trimestre 2025 (+0,5 % T/T) notamment grâce à la bonne performance des points forts de l'économie française, à commencer par l'aéronautique dont le rythme des livraisons continuerait d'augmenter au cours des prochains trimestres. L'incertitude politique, qui a coûté 0,2 à 0,3 point de pourcentage de croissance en 2025, continuerait à freiner la reprise en 2026, en particulier la consommation des ménages et l'investissement des entreprises.

Inflation : nous prévoyons une inflation (IPCH) de 1,0 % en 2025 et de 1,7 % en 2026, après 2,3 % en 2024. L'inflation française est la plus faible de la zone euro (à l'exception de Chypre), celle-ci ayant été tirée à la baisse par la baisse des prix des tarifs réglementés de l'électricité de 15 % en février 2025. L'inflation française resterait modérée en 2026, ce qui s'explique par :

- la baisse des prix du pétrole et du gaz et l'appréciation de l'euro,
- la modération des salaires dans un contexte de ralentissement de l'emploi et de croissance légèrement sous le potentiel.

France : le climat de l'emploi se dégrade

Coup de frein sur l'emploi Au troisième trimestre 2025, l'emploi salarié privé a diminué de 0,3 % après +0,2 % au trimestre précédent (-60 600 emplois après +43 400 emplois). Au cours du trimestre, les contrats d'alternance ont représenté environ les deux tiers de la baisse de l'emploi salarié privé. Sur un an, l'emploi salarié privé a baissé de 0,5 % par rapport à l'année précédente (-112 100 emplois) ; il s'agit du 4ème trimestre consécutif de baisse d'une année sur l'autre après près de quatre ans d'augmentation (les emplois privés restent 1 million au-dessus de leur niveau du quatrième trimestre 2019). Ralentissement des salaires Les salaires horaires (secteur marchand non agricole) ont augmenté de 0,2 % par rapport au trimestre précédent après +0,1 % au premier trimestre, en raison d'une légère augmentation de la prime de partage de la valeur. En glissement annuel, les salaires horaires ont légèrement ralenti à 2 %, après 2,5 % au 1er trimestre.

Taux de chômage attendu en légère hausse

Le taux de chômage (BIT) est resté stable au 2ème trimestre 2025 à 7,5 %. Il augmenterait légèrement en 2026, à 7,6 %, la croissance du PIB étant attendue sous son potentiel l'an prochain dans un contexte d'incertitudes politiques persistantes.



Environnement complexe et instable

À l'instar de l'exercice précédent, cette préparation budgétaire 2026 s'inscrit dans un environnement complexe et instable.

Un contexte économique fragile marqué par la dégradation des comptes publics.

Les projections macroéconomiques intermédiaires publiées par la Banque de France, comme les hypothèses utilisées par le Gouvernement pour construire son projet de budget, confirment le recul de l'inflation.

Elle s'établirait vers 1,7% en raison notamment de la baisse des prix de l'électricité, puis se stabiliser sur un rythme modéré à compter de 2026.

Ce contexte de baisse de l'inflation devrait soutenir une croissance évaluée à +1% (comme sur l'année écoulée). Les aléas notamment géopolitiques autour de ce scénario et leurs éventuels impacts sur la stabilité mondiale avec des conséquences sur le prix des matières premières et sur les échanges commerciaux restent sensibles. L'instabilité actuelle avec les derniers événements notamment le non-respect du droit international, l'instabilité en IRAN, les conflits toujours en cours, l'attitude impérialiste des Etats Unis et des possibles velléités de la Chine, peut nous inquiéter et nous pousse à la prudence.

La situation française avec une loi de finances pour 2026 qui vient d'être adoptée par l'usage de l'article 49-3, fragilisant le gouvernement, n'est pas plus rassurante et a déjà des conséquences sur la croissance avec des entreprises inquiètes de cette instabilité.

Le Gouvernement anticipe un déficit public de 5,4 % cette année et de 4,7 % en 2026, une cible qui paraît ambitieuse compte tenu des nombreux aléas d'ici à l'adoption complète du budget.

Passé le constat commun d'une trajectoire très défavorable des finances publiques et du nécessaire besoin de redressement des comptes, tout est sujet à discussion. La méthode à suivre, autrement dit le juste équilibre à trouver entre diminution des dépenses publiques et hausse des recettes et prélèvements, les secteurs sur lesquels faire peser ces efforts ainsi que le niveau de participation attendue des différents contributeurs.

Malgré cette conjoncture peu favorable le syndicat est protégé compte tenu de ses compétences et de son statut.

En effet, La qualité juridique de syndicat mixte intercommunal du syndicat EMMA, comme ses compétences et la nature de ses recettes de fonctionnement, quasi-exclusivement issues des redevances eau et assainissement aux abonnés du service lui permettent de s'affranchir de certaines mesures prévues dans le PLF notamment sur la contribution des collectivités au redressement des comptes publics.

En revanche le syndicat sera contributeur au redressement de la caisse de retraite des fonctionnaires, Par décret du 30 janvier 2025 le gouvernement a officialisé la hausse de 12 points des cotisations employeurs à la CNRACL dont 3 points de plus en 2026 qu'en 2025.

Le syndicat sera tout de même soumis à l'inflation et devra être attentif à l'évolution de l'énergie ainsi qu'à celle des différents produits issus des produits pétroliers.

Le syndicat sera également soumis aux dispositions prises par ses partenaires financiers comme la Région et le Département qui compte tenu de leurs contraintes financières vont être amenés à faire



des choix sur leur accompagnement. La Région a décidé de ne plus financer les collectivités engagées dans le programme Re-sources pour l'achat de terres agricoles pour

En revanche le règlement du 12^{ème} programme de l'agence de l'eau Adour Garonne protège les services des eaux pour aller chercher des subventions de fonctionnement ou d'investissement dans le cadre de son règlement.

II – L'EAU UN ENJEU MAJEUR

Les différents sujets autour de la qualité, la quantité avec les effets du réchauffement climatique ou le prix de l'eau montrent l'importance de l'enjeu de l'eau pour les années à venir. La question de la gestion de l'eau s'est progressivement imposée en France comme un enjeu majeur.

Les récents scandales sur la qualité des eaux embouteillées mais aussi la recherche de nouvelles molécules CVM, micropolluants notamment les métabolites de pesticide et plus récemment les PFAS nous obligent à plus de transparence, de pédagogie et d'engagement vers une qualité de l'eau irréprochable.

Pour cela le syndicat s'est engagé sur la qualité de l'eau avec le traitement sur des filtres à charbon sur plusieurs de ses ressources garantissant ainsi sa qualité.

Le syndicat travaille à la protection de la ressource en eau notamment sur le champ captant d'Orist avec la signature d'un plan d'actions territorial avec l'ensemble des partenaires institutionnels et professionnels. D'autre part, le syndicat s'est également engagé pour la mise en conformité administrative des forages situés sur le Marensin. Concernant ces demandes d'autorisation nous ne pouvons que dénoncer les lenteurs administratives alors que les documents sont élaborés par des Hydrogéologues agréés, il faut plus de 2 années avant qu'un dossier aboutisse.

L'engagement du syndicat dans sa démarche PGSSE (Plan de gestion de la sécurité sanitaire de l'eau) contribue également, grâce à une approche globale, à viser et garantir en permanence la sécurité sanitaire de l'eau. C'est ainsi que nous avons traité le problème des CVM par une modélisation de notre réseau qui nous a permis de réaliser des travaux de renouvellement de nos canalisations en PVC posée avant 1980.

L'intégration de la commune de Tosse nous oblige à prendre en compte cette problématique CVM. Après des analyses non conformes, des travaux importants seront proposés au budget afin que cette problématique CVM soit traitée définitivement sur l'ensemble du syndicat.

2. LES ENJEUX POUR LE SYNDICAT

Maitrise de ses dépenses de fonctionnement

La maîtrise des dépenses de fonctionnement est une des clés pour garder une bonne situation financière et continuer à pouvoir investir. L'inflation estimée autour de 1,7% en 2026 est en net repli par rapport à 2023 mais la prévision reste fragile avec le contexte géopolitique actuel.

La hausse des prix et surtout de l'énergie a fortement impacté les services de l'eau et de l'assainissement en 2023 avec un montant supplémentaire sur l'énergie de 967 000 €.



Les mesures de sobriété du syndicat avec l'optimisation de l'aération des STEP ont permis de contenir cette augmentation, la négociation du coût de l'énergie par le Sydec a également permis d'avoir des tarifs à la baisse en 2025.

Cette tendance à la baisse des tarifs va s'arrêter pour une stabilisation des prix. En revanche, les travaux de pose de panneaux photovoltaïques sur les stations de plus de 10 000 EH du syndicat vont permettre de réduire les dépenses de fonctionnement électriques sur une partie de l'année 2026 pour être opérationnel en année pleine en 2027.

Pour diminuer les coûts de fonctionnement pour le service assainissement le syndicat continuera son programme d'investissement avec la réhabilitation des réseaux pour supprimer les eaux parasites et l'optimisation des traitements. Pour le service de l'eau l'amélioration du rendement de réseau avec les investissements sur le renouvellement de réseau et la recherche des fuites sera également un élément majeur pour réduire nos dépenses de fonctionnement.

La maîtrise des charges de personnel est également un enjeu, l'effectif du syndicat est stable, nous serons toutefois impactés par les décisions nationales notamment celle concernant l'augmentation de la cotisation employeur à la CNRACL ainsi que la réintégration d'un agent administratif suite à la fin de sa disponibilité.

Un territoire attractif - démographie dynamique

Le syndicat se trouve sur un territoire attractif nous enregistrons depuis plusieurs années une hausse continue du nombre d'abonnés. Le syndicat compte en début d'année 2026 : 35 606 abonnés.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Nombre abonnés	30 007	30 160	30 906	31 632 (+ 2,4 %)	32 309 (+2,1%)	34 952	35606 (+1,8%)

Comparaison m³ production

	Maremne Adour	Marensin	Progression
2019	3 425 498 m ³	1 885 945 m ³	+ 5,5%
2020	3 615 657 m ³	1 971 725 m ³	+ 1,66%
2021	3 547 406 m ³	1 939 442 m ³	-1,8%
2022	3 583 126 m ³	1 992 673 m ³	+ 1,62 %
2023	3 583 948 m ³	1 952 520 m ³	-0.7%
2024	3 553 230 m ³	1 947 776 m ³	-0,6%
2025	3 513 066 m ³	2 031 996 m ³	+0,8%

Le volume produit en 2025 est très légèrement supérieur à 2024 voire stable sur la partie Adour.



La production de l'eau sur notre syndicat est une fragilité, notamment Adour, c'est donc un élément important à prendre en compte d'investissement.

Nous devons rechercher et mobiliser des ressources en eau supplémentaires.

Le Département, a rendu les conclusions de l'étude sur la sécurisation de l'alimentation en eau potable du secteur Sud-Ouest littoral landais. Des travaux sur la création de forages ainsi que d'interconnexion sont proposés, ils seront maintenant intégrés à l'étude de schéma directeur sur notre syndicat que nous allons engager dès cette année.

Tout en s'adaptant à la conjoncture économique, le Syndicat devra porter des dépenses de fonctionnement et des investissements essentiels pour le territoire afin de :

• **Disposer d'une eau potable de qualité et en quantité** : cela passe par la poursuite de la sécurisation du territoire avec :

- Recherche et mobilisation de ressource en eau supplémentaire (Forages)
- Renouvellement et entretien du patrimoine (réseau, ouvrages)
- Réalisation d'un schéma directeur sur l'ensemble du territoire et poursuite de la mise en place du PGSSE (programme de gestion de sécurité sanitaire de l'eau)
- Protection de la ressource mise en œuvre du plan d'action territorial (PAT) sur le champ captant d'Orist
- Le traitement des problématiques CVM et COT, pour les CVM valider les résultats suite aux travaux de renouvellement de canalisation réalisés sur la commune de Tosse

• **Disposer de systèmes d'assainissement performants protégeant les milieux et permettant le développement des communes** cela passe par des investissements :

- Renouvellement et entretien du patrimoine (postes relèvement, réseau de collecte, step)
- Le suivi du traitement et de la collecte des eaux usées
- Intégration des dispositions prévues dans la Directive résiduaire urbaine 2 notamment la réduction des rejets directs d'eaux usées par temps de pluie, la neutralité énergétique pour les STEP >10 000 EH

2/ EVOLUTION DES DEPENSES ET DES RECETTES EXECUTION BUDGETAIRE 2020 – 2025

Attention dans l'interprétation d'évolution des charges et des recettes pour l'exercice 2024 car cet exercice prend en compte l'intégration de la commune de Tosse.

SERVICE EAU Évolution des dépenses de fonctionnement

Les charges de fonctionnement hors intérêts sont en augmentation de 6% avec une évolution de 523 000 €. Au niveau du chapitre 11 « charges à caractère général », le seul compte 611 « Contrat de prestations » est en augmentation de 311 000 € justifiée par des prestations pour la modification de notre système de télégestion, le comblement des forages et la prestation d'un hydrogéologue pour la réalisation des démarches de mise en conformité administrative des forages. Les charges de personnel sont en augmentation de 3% prenant en compte les mesures sur les mutuelles et la majoration de 3 points du taux de CNRACL.



	2020	2021	2022			
Charges à caractère général (011)	2 355	2 148	2 686			
Evolution réelle	8,8%	-10,2%	18,7%	13,8%	-1,4%	8%
604-Achats d'études, prestations de services	142	221	143	137	201	173
6061-Fournitures non stockables (eau, énergie,...)	423	254	446	881	639	418
Evolution réelle	19,4%	-41,0%	66,9%	88,5%	-28,9%	-35%
6062-Produits de traitement	194	146	163	184	186	189
Evolution réelle	24,9%	-25,9%	6,2%	7,3%	-0,6%	1%
6063-Fournitures d'entretien et de petit équipement	107	131	168	244	234	262
6064-Fournitures administratives	15	16	14	14	10	13
6066-Carburants	47	57	75	85	72	66
6068-Autres matières et fournitures	53	69	67	9	39	29
611-Contrats de prestations de services	107	78	112	133	169	480
Evolution réelle	-20,2%	-28,2%	36,3%	12,6%	24,7%	185%
6135-Locations mobilières	84	125	110	112	85	171
61521-Bâtiments publics	0	0	0	41	68	99
61523-Réseaux	191	156	360	227	403	406
61528-Autres (interventions sur stations)	80	36	16	78	20	85
Evolution réelle	0,0%	-55,9%	-57,6%	365,5%	-75,3%	331%
61551-Matériel roulant	28	32	32	37	53	62
61558-Autres biens mobiliers	35	35	43	62	57	10
Evolution réelle	0,0%	-1,5%	14,1%	39,2%	-10,2%	-82%
6156-Maintenance	149	155	166	183	197	202
6161+6168-Assurances	34	44	54	62	69	61
617-Etudes et recherches	72	10	37	12	18	55
618-Divers (formations)	26	23	48	46	27	50
6261-Frais d'affranchissement	41	42	48	46	49	52
6262-Frais de télécommunications	34	32	39	35	44	39
6288-Analyses d'eau	87	84	92	70	74	72
6371-Redevance versée aux agences de l'eau	318	288	317	358	320	384
Evolution réelle	13,0%	-10,6%	4,4%	7,8%	-12,4%	20%
Solde charges à caractère général	85	113	136	148	190	122
Evolution réelle	-87,9%	30,3%	14,8%	3,7%	25,8%	-36%
Charges de personnel (012)	2 510	2 657	2 734	2 887	3 016	3 118
Evolution réelle	2,1%	4,2%	-2,3%	0,8%	2,4%	3%
Eau	1 364	1 474	1 474	1 585	1 619	1 644
Assainissement Collectif	1 093	1 144	1 170	1 236	1 350	1 431
SPANC	53	39	90	67	47	43
Autres charges de gestion courante (65)	236	289	320	347	227	302
653-Elus	0	0	46	50	44	43
654-Créances éteintes et non valeurs	0	0	60	69	40	56
Solde autres charges de gestion courante	236	289	213	229	143	203
Atténuations de produits (014)	1 536	1 845	1 693	1 741	1 655	1 741
701249 - Redevance pollution agence de l'eau	1 025	1 185	1 132	1 134	1 067	828
706129 - Redevance modernisation réseau agence c	511	660	561	606	588	471
701269 - Redevance consommation d'eau	0	0	0	0	0	442
Charges fct courant	6 636	6 940	7 433	8 179	8 122	8 787
Evolution réelle	10,5%	2,9%	1,7%	5,0%	-2,6%	8%
Charges exceptionnelles larges (yc fin. hs int.)	76	11	16	129	100	85
Provisions	0	0	0	86	45	10
Total charges fct hs intérêts	6 712	6 951	7 449	8 308	8 223	8 747
Evolution réelle	10,8%	1,9%	1,8%	6,4%	-3,0%	6%
Charges financières/intérêts						211
Dotation aux amortissements						1 696



Evolution des recettes de fonctionnement

	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produits des services	9 292	9 615	10 199	10 321	10 550	10 999
Evolution réelle	-14,9%	1,8%	0,7%	-3,4%	0,2%	4,3%
Vente d'eau	4 957	4 986	5 385	5 680	5 727	7 027
Evolution réelle	-11,6%	-1,0%	2,6%	0,6%	-1,1%	22,7%
Vente consommation eau						6 330
Redevance Performance						287
Contre-valeur redevance prélèvement						410
70123 - Contre valeur redevance prélèvement	367	381	402	337	365	
701241 - Redevance pollution	1 160	1 145	1 269	1 147	1 185	
704 - Travaux	184	377	258	275	321	309
706121 - Redevance pour modernisation réseaux	612	594	698	631	646	1
7064 - Location de compteurs	304	309	295	336	316	0
7068 - Autres prestations de services	260	333	283	255	268	238
7084 - Mise à disposition de personnel facturé	1 146	1 183	1 260	1 303	1 397	1 474
7087 - Remboursements de frais	302	307	348	358	326	533
701261 - Redevance consommation d'eau	0	0	0	0	0	1 310
Solde produits des services	0	0	0	0	0	0
Subventions d'exploitation (74)	0	52	63	85	82	9
Autres produits de gestion courante (75)	109	174	147	152	169	177
Atténuations de charges (013)	37	18	31	41	14	7
Produits exceptionnels larges (yc fin. hs int.)	73	84	139	151	359	9
Total produits fct	9 511	9 943	10 580	10 750	11 175	11 201
Evolution réelle	-14,4%	2,9%	1,0%	-3,0%	1,9%	0,2%

K€	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Ventes eau – Montant produits	4 957	4 986	5 385	5 680	5 727	6 330
Contre valeur performance eau						287
Contre valeur prélèvement					365	410
Location de Compteurs					316	0

Les recettes liées à la redevance eau représentent 56,5% des recettes du service eau. Elles ont en augmentation de 277 000 € entre 2025 et 2024.

Attention en 2025 il y a eu une modification des redevances agence, cette modification impacte l'article 70 111 de la maquette comptable dans la vente d'eau nous retrouvons depuis 2025 les redevances performance ainsi que prélèvement. Le syndicat perçoit les contre valeurs qu'il versera à l'agence de l'eau.

Prévision résultats Eau Potable

Le compte administratif 2025 prévisionnel du service de l'eau devrait présenter un excédent global d'environ 2,66 millions € ; montant qui sera ensuite intégré au budget primitif 2026 au moment du compte administratif.

La situation de la balance financière au 31/12/2025 est retranscrite comme suit :



RESULTAT D'INVESTISSEMENT	-2 471 357,10	RAR Dépenses	1 262 250,84
RESULTAT D'INVESTISSEMENT CUMULE	-903 708,21	RAR Recettes	767 050,00
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	749 533,47	solde RAR	-495 240,84
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT CUMULE	4 060 160,28	Besoin financement Inv	-1 398 949,05
RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE	-1 721 823,63	Résultat exploitation	4 060 160,28
RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE CUMULE	3 156 452,07	SOLDE	2 661 211,23

SERVICE ASSAINISSEMENT

Évolution des dépenses de fonctionnement

Les charges de fonctionnement sont en recul de 3,5% par rapport à 2024 essentiellement dû à la baisse des dépenses d'énergie.

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Charges à caractère général (011)	2 145	2 363	2 362	3 115	3 039	3 394	3 220
Evolution réelle	27,0%	10,0%	-1,6%	25,2%	-6,9%	9,5%	-5,1%
Remboursement frais généraux BP	0	0	0	341	351	319	524
604-Achats d'études, prestations de services	0	0	0	162	163	198	229
6061-Fournitures non stockables (eau, énergie,...)	0	0	0	587	1 119	1 038	597
Evolution réelle	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	81,9%	-9,1%	-42,5%
6062-Produits de traitement	0	0	0	159	226	252	220
6063-Fournitures d'entretien et de petit équipeme	0	0	0	82	111	155	162
611-Contrats de prestations de services (sous-traita	0	0	0	231	189	241	256
61521-Bâtiments publics	0	0	0	443	45	87	75
61523-Réseaux	0	0	0	340	226	319	312
61528-Autres (interventions sur stations)	0	0	0	13	28	44	161
61558-Autres biens mobiliers	0	0	0	97	91	89	30
6156-Maintenance	0	0	0	228	194	312	295
6248-Divers transports	0	0	0	173	118	213	199
6262-Frais de télécommunications	0	0	0	7	7	10	10
6288-Analyses	0	0	0	54	44	45	49
Solde charges à caractère général	2 145	2 363	2 362	198	127	71	101
Charges de personnel (012)	1 380	1 093	1 144	1 170	1 236	1 350	1 431
Evolution réelle	53,4%	-21,0%	3,1%	-2,8%	0,8%	7,1%	6,0%
Autres charges de gestion courante (65)	40	138	192	180	174	230	345
Evolution réelle	-10,7%	241,6%	37,1%	-11,1%	-7,9%	29,4%	50,3%
654-Créances éteintes et non valeurs	0	0	0	39	26	33	43
Solde autres charges de gestion courante	40	138	192	141	148	196	302
Charges fct courant	3 565	3 594	3 698	4 465	4 449	4 973	5 027
Evolution réelle	35,4%	0,6%	1,3%	14,7%	-4,9%	9,6%	1,1%
Charges exceptionnelles larges (yc fin. hs int.)	41	49	86	31	90	251	45
Evolution réelle	-48,0%	19,6%	73,4%	-65,8%	177,7%	172,4%	-82,1%
Total charges fct hs intérêts	3 606	3 643	3 785	4 496	4 539	5 224	5 041
Evolution réelle	33,0%	0,8%	2,3%	12,8%	-3,7%	12,8%	-3,5%
Charges financières/intérêts							89
Dotation aux amortissements							1 863



Évolution des recettes de fonctionnement

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Produits des services	5 403	5 042	5 066	5 536	5 936	6 279	7 102
Evolution réelle	9,2%	-6,9%	-1,1%	3,8%	2,3%	3,7%	13,1%
Redevances assainissement	4 821	4 512	4 504	5 012	5 419	5 815	6 565
Evolution réelle	23,3%	-6,6%	-1,8%	5,7%	3,2%	5,2%	12,9%
Redevance Collecte assainissement							6 268
Redevance performance							297
704 - Travaux	281	198	206	165	156	185	219
7068 - autres prestations de services	299	331	356	359	361	279	318
Subventions d'exploitation (74)	159	139	159	157	24	0	1
Autres produits de gestion courante (75)	866	858	835	1 034	1 172	1 431	1 469
Evolution réelle	85,1%	-1,1%	-4,3%	17,6%	8,2%	19,6%	2,7%
Redevance défaut branchement							36
PFAC							1 433
Produits exceptionnels larges (yc fin. hs int.)	91	88	88	167	368	243	37
Total produits fct	6 519	6 127	6 147	6 894	7 500	7 953	8 609
Evolution réelle	4,8%	-6,2%	-1,3%	6,5%	3,8%	4,0%	8,3%

L'évolution des produits de fonctionnement courant est principalement due à l'évolution des recettes liées à la redevance assainissement qui comprend désormais depuis la réforme des redevances agence de l'eau la contre-valeur performance système de collecte.

K€	2020	2021	2022	2023	2024	2025
Redevances assainissement – Montant produits	4 512	4 504	5 012	5 419	5 815	6 268
Contre-valeur performance						297

Les recettes liées à la redevance assainissement représentent 73% des recettes du service assainissement, les recettes liées à a PFAC représentent 16,6% des recettes globales.

Prévision résultats

Le compte administratif 2025 prévisionnel du service de l'assainissement devrait présenter un excédent global de 2,42 millions € ; montant qui sera ensuite intégré au budget primitif 2026 au moment du compte administratif.

La situation de la balance financière au 31/12/2025 est retranscrite comme suit :

RESULTAT D'INVESTISSEMENT	701 369,23	RAR Dépenses	1 993 273,48
RESULTAT D'INVESTISSEMENT CUMULE	-630 092,27	RAR Recettes	1 228 044,80
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	2 004 740,03	solde RAR	-765 228,88
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT CUMULE	3 824 693,94	Besoin financement Inv	-1 395 321,65
RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE	2 706 109,26	Résultat exploit	3 824 693,94
RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE CUMULE	3 194 601,17	SOLDE	2 429 372,29



SERVICE ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

Évolution des dépenses de fonctionnement

Évolution des recettes de fonctionnement

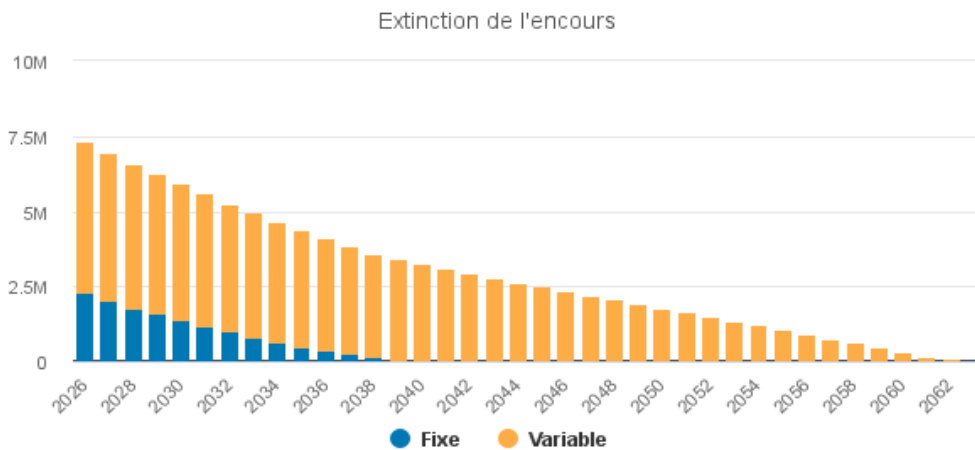
Ce service comprenant en 2025 : 3 agents dont deux temps complets et un temps non complet à 50% ne s'équilibre pas avec les recettes de fonctionnement du service. Afin d'équilibrer le service ne sont pas imputées toutes les charges de personnel ni de structure qui sont pris en charge par les deux autres budgets.

3/ ETAT DE LA DETTE

Service eau

Service faiblement endetté – durée extinction dette : encours/épargne brute >3 ans (3,29 ans).

Encours au 01/01/2026 : 7 337 K€ en baisse de 363 K€ par rapport à 2025



Remboursement annuel 2025 : 363 K€ capital – 221 K€ intérêts

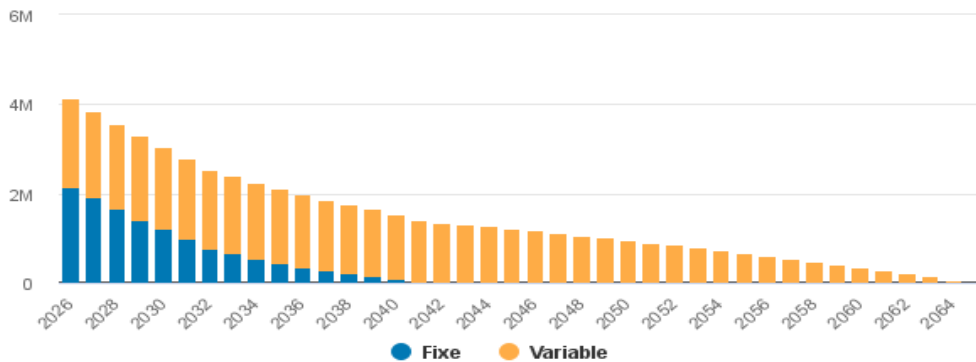
Service assainissement

Service faiblement endetté – durée d'extinction dette : encours/épargne brute 1,19 ans.

Encours au 1/01/2026 : 4 130 K€ (dont 1 000 000 € et 500 000 € d'emprunt contractés en 2025 soit 1 500 000€)



Extinction de l'encours



Remboursement annuel 2025 : 242 K€ capital – 85 K€ intérêts

Service Assainissement Non Collectif

Ce service n'a pas de dette.

4/ RESSOURCES HUMAINES

Présentation bilan rétrospectif et étude prospective de l'évolution des emplois et effectifs ainsi que des crédits afférents.

4-1 Evolutions des dépenses depuis 2020 et prospective 2026

Chapitre	2020	2021	2022	2023	2024	2025	Prévisionnel 2026
Charges nettes	2 510 155,14 €	2 656 759,70 €	2 726 851,62 €	2 887 292,88€	3 016 113,74 €	3 118 194,44 €	3 400 000 €
Effectif	55	56	57	57	55	54	56

Au 31/12/2025 l'effectif du Syndicat est constitué par 54 agents avec une rémunération.

Mouvement en 2025 :

- Remplacement d'un départ à la retraite service réseau
- Prise d'une disponibilité d'un agent bureau d'études

Eléments de contexte et évolution à prendre en compte pour 2026 :

Les dépenses de personnel vont augmenter en 2026 par rapport à 2025 pour prendre en compte :

- Le glissement vieillesse technicité (GVT) du personnel
- Revalorisation de l'IFSE depuis le 01/07/2025 en année pleine sur 2026
- Nomination d'un agent au grade d'ingénieur en mars 2025 prise en compte en année pleine sur 2026
- La création d'un poste de secrétaire au Bureau d'Etudes en année pleine sur 2026
- Le recrutement d'un agent au service process
- Reprise à temps plein de deux agents qui étaient à 80%
- La réintégration d'un agent en disponibilité,
- Prise en charge à 100% de la mutuelle prévoyance pour tous les agents en année pleine sur 2026.
- Nouvelle augmentation de la CNRACL +3 points sur 2026



4-1-1 Traitement indiciaire et régime indemnitaire

TRAITEMENT BRUT TOTAL (HORS RI)	2020	2021	2022	2023	2024	2025
TOTAL Agents/salariés	1 351 722,21 €	1 429 695,06 €	1 453 005,21 €	1 558 351,81 €	1 647 031,72 €	1 662 305,45€

REGIME INDEMNITAIRE (RI)	2020	2021	2022	2023	2024	2025
TOTAL	357 598,68 €	365 173,33 €	387 350,14 €	402 197,33 €	405 560,08€	424 214,97 €

4-1-2 NBI (nouvelle bonification indiciaire)

Années	Montant
2020	8 635,68 €
2021	8 548,59 €
2022	8 023,63 €
2023	6 969,22 €
2024	7 595,44 €
2025	7 384,01 €

La NBI suit l'évolution du recrutement et de la rémunération des agents.

4-1-3 Heures supplémentaires – Astreinte

Nombre heures supplémentaires

Années	TOTAL
2020	1010
2021	1 009
2022	833
2023	953
2024	1 033
2025	922

Heures supplémentaires rémunérées

Années	TOTAL
2020	24 961,31 €
2021	22 218,12 €
2022	18 815,01 €
2023	21 957,56 €
2024	24 940,60€
2025	22 013,58 €

Indemnité d'astreintes

Années	TOTAL
2019	36 645,30 €
2020	42 804,05 €
2021	41 150,60 €
2022	42 883,65 €
2023	42 881,65 €
2024	42 317,95€



4-2 Structure des effectifs

4-2-1 Evolution des emplois permanents depuis 2019

ANNEE	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
PUBLIC	34	35	35	35	35	33	32
PRIVE	16	18	21	22	22	25	26
Emploi Avenir	1	0	0	0	0	0	0
APPRENTI	1	2	0	0	0	0	0
TOTAL	52	55	*56	*57	*57	*58	*58

*comprenant effectifs mis en disponibilité (3 agents à fin 2025)

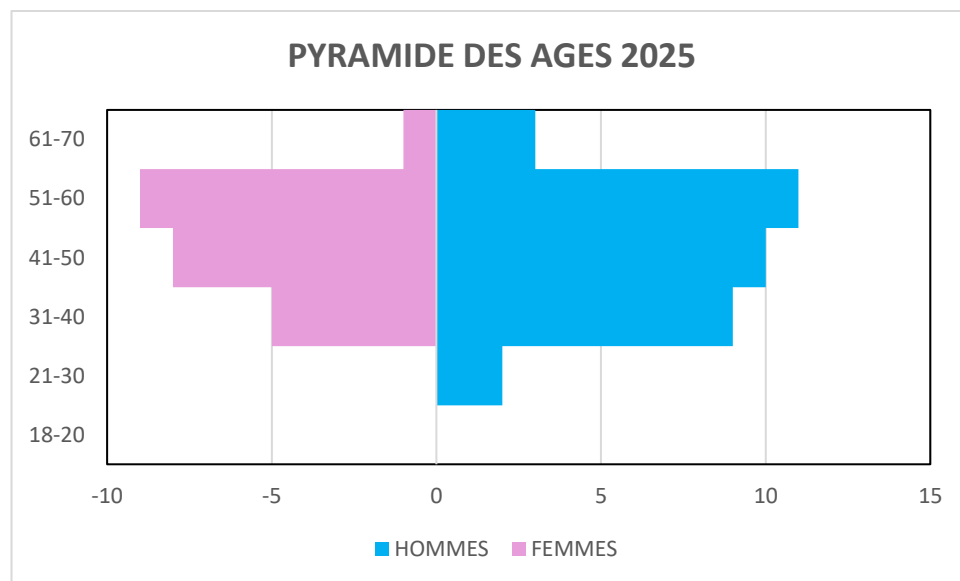
4-2-2 Bilan sur la parité

PARITÉ

ANNEE	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2023	31/12/2024	31/12/2025
HOMMES	34	36	36	36	35	35	35
FEMMES	18	19	20	21	21	23	23
TOTAL	52	55	*56	*57	*57	*58	*58

*comprenant effectifs mis en disponibilité (3 agents au 31/12/2025)

4-2-3 Pyramide des âges



4-2-4 Le temps de travail

Le temps de travail effectif annuel est de 1607 heures sur la base de 35 heures par semaine.

Les services du Syndicat fonctionnent sur un cycle de 2 semaines une semaine 32 heures une semaine 40 heures – temps de travail par jour 8H15 - 10 jours de RTT sont ainsi attribués dans l'année.



Nombre de jour d'arrêts par an

TYPE ARRET/ANNEE	2020 Calendaire	2021 Calendaire	2022 Calendaire	2023 Calendaire	2024 Calendaire	2025 Calendaire
ARRET MALADIE (ordinaires et exceptionnels)	231	168	291	120	462	182
MALADIE + 90 jours consécutifs	595	1 034	1005	650	0	182
ACCIDENT TRAVAIL	33	50	0	1	0	18
CONGE PATERNITE	0	40	44	6	0	28
CONGE MATERNITE	183	0	126	125	118	0
TOTAL	1 042	1 301	1 501	902	580	410

Les arrêts pour maladie ordinaire prennent en compte les arrêts inférieurs à 3 mois.

Il faut pondérer les résultats en prenant en considération les arrêts maladie exceptionnels de longue durée ainsi que les arrêts suites à des interventions chirurgicales qui ont un impact significatif sur le nombre total de jours d'arrêts maladie.

Deux agents totalisent 78 jours pour arrêt maladie exceptionnel pour suivi médical et opération.

Ce qui ramène le nombre d'arrêt pour maladie ordinaire (moins de 30 jours) pour l'ensemble des agents à 104 jours

Un agent a été en arrêt plus de 90 jours suite à une intervention chirurgicale – nombre total 182 jours

Nombre arrêts maladie exceptionnels calendaire	Nombre jour arrêts maladie	Nombre agents SM EMMA	Moyenne nbre d'arrêts par agent j/agent
2020 MO 135 JOURS pour 3 agents	96	55 agents	1.74
2021 MO 124 JOURS pour 2 agents	44	56 agents	0.78
2022 MO 111 JOURS pour 5 agents	180	57 agents	3.16
2023 MO 50 JOURS pour 3 agents	70	57 agents	1.23
2024 MO 276 JOURS pour 19 agents	276	58 agents	4.75
2025 MO 182 JOURS pour 15 agents	104	58 agents	1.79

5/ ETUDES FINANCIERES PROSPECTIVES

Service de l'eau

Etude prospective prenant en compte :

Pour le fonctionnement

En recettes une évolution de 0,5% par an



En dépenses de fonctionnement une évolution de 2% par an à compter de 2026

Prise en compte d'un effort sur la préservation de la ressource en eau dans le cadre du PAT

Pour l'investissement

Dépenses de 23 millions d'euros sur la période 2026/2030

Prise ne compte de l'étude schéma directeur dès 2026

Recettes avec un montant global d'emprunts d'équilibre de 9,13 millions d'euros sur la période.

Les ratios d'équilibre et critères financiers montrent une dégradation mais le scénario est tenable

Durée extinction dette fin de prospective encours/épargne brute : 7,9 ans (attention arrive à la limite).

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Vente d'eau	5 680	5 727	5 745	5 774	5 803	5 832	5 861	5 890
Ev° réelle charges fonctionnement courant	5,0%	-2,6%	6,3%	-4,6%	0,5%	-0,5%	0,8%	-0,1%
Epargne brute	2 295	2 711	2 229	2 351	2 254	2 243	2 086	1 971
Dépenses investissement hors capital	3 694	2 725	4 390	5 220	4 450	4 450	4 450	4 450
Emprunt	1 600	0	1 000	1 000	1 000	1 500	2 740	2 892

Variables de pilotage	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ep brute	2 295	2 711	2 229	2 351	2 254	2 243	2 086	1 971
Encours au 31.12	6 990	7 700	8 341	8 966	9 573	10 719	13 083	15 561
Résultat global de clôture	4 426	5 899	5 383	3 681	2 092	1 031	1 031	1 031
Ep brute / DAP	1,9	1,9	1,5	1,5	1,4	1,4	1,2	1,2
(Epargne brute + 002 + solde MO) / DAP	3,6	4,1	4,4	4,9	3,8	2,7	1,9	1,8
Résultat global de clôture / Dép réelles en jours	127,8	185,0	142,6	93,3	55,1	27,0	26,4	25,9
Capital	494	448	358	375	392	354	376	413
Variation du résultat global de clôture	374	1 473	- 516	- 1 702	- 1 589	- 1 061	0	0
EBC	2 420	2 694	2 414	2 563	2 493	2 509	2 397	2 370

Service assainissement

Etude prospective prenant en compte :

Pour le fonctionnement

En recettes une évolution de 0,5% par an

En dépenses de fonctionnement une évolution de 2% par an à compter de 2026. En 2026 prise en compte de la baisse de consommation énergétique par la pose des panneaux photovoltaïques puis 2% par an

Pour l'investissement

Dépenses de 23,6 millions d'euros sur la période 2026/2030



Recettes avec un montant global d'emprunts d'équilibre de 7,6 millions d'euros sur la période

Les ratios d'équilibre et critères financiers montrent une dégradation mais le scénario est tenable

Durée extinction dette fin de prospective encours/épargne brute : 4,5 ans

	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Redevances assainissement	5 419	5 815	5 800	5 829	5 858	5 887	5 917	5 946
Ev° réelle charges fonctionnement courant	-4,9%	9,6%	-0,7%	-4,6%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%
Epargne brute	2 900	2 631	2 517	2 696	2 269	2 173	2 072	1 965
Dépenses investissement hors capital	3 018	2 708	5 569	6 120	4 370	4 370	4 370	4 370
Emprunt	1 000	0	0	1 000	1 500	1 600	1 700	1 800
Variation résultat global de clôture choisie	1 482	- 55	- 216	- 1 198	5	3	5	- 30
Résultat global de clôture	2 412	2 357	2 141	943	948	951	956	926

Variables de pilotage	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ep brute	2 900	2 631	2 517	2 696	2 269	2 173	2 072	1 965
Encours au 31.12	2 455	2 872	2 633	3 409	4 666	6 016	7 468	8 993
Ep brute / DAP	2,2	1,9	1,7	1,7	1,4	1,3	1,2	1,1
(Epargne brute + OO2 + solde MO) / DAP	2,9	3,6	2,2	2,9	2,0	1,9	1,8	1,7
Encours 31.12 / capital	15,1	12,2	11,0	15,2	19,2	24,1	30,2	32,7
(Epargne brute + RPI) / capital	17,9	11,2	10,5	12,0	9,3	8,7	8,4	7,1
Résultat global de clôture	2 412	2 357	2 141	943	948	951	956	926
Résultat global de clôture / Dép réelles en jours	113,1	104,1	71,4	30,3	35,6	35,2	34,9	33,2
EBC	2 684	2 737	2 582	2 766	2 366	2 314	2 261	2 206
Capital	162	236	239	224	243	250	247	275
Intérêts	61	97	88	80	107	151	199	251

6/ LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

Le syndicat doit toujours répondre à un double enjeu : répondre aux besoins des habitants et préparer le développement du territoire.

Dans un contexte économique incertain le syndicat devra continuer à maintenir le service public de l'eau et de l'assainissement et garantir sa durabilité.

Son engagement dans la démarche d'amélioration continue avec la certification du syndicat dans les normes Iso 9001 qualité, 18 001 sécurité et 14 001 environnement permettra sans aucun doute de répondre aux objectifs de qualité de proximité de développement durable tout en s'assurant des bonnes conditions de travail de ses agents.



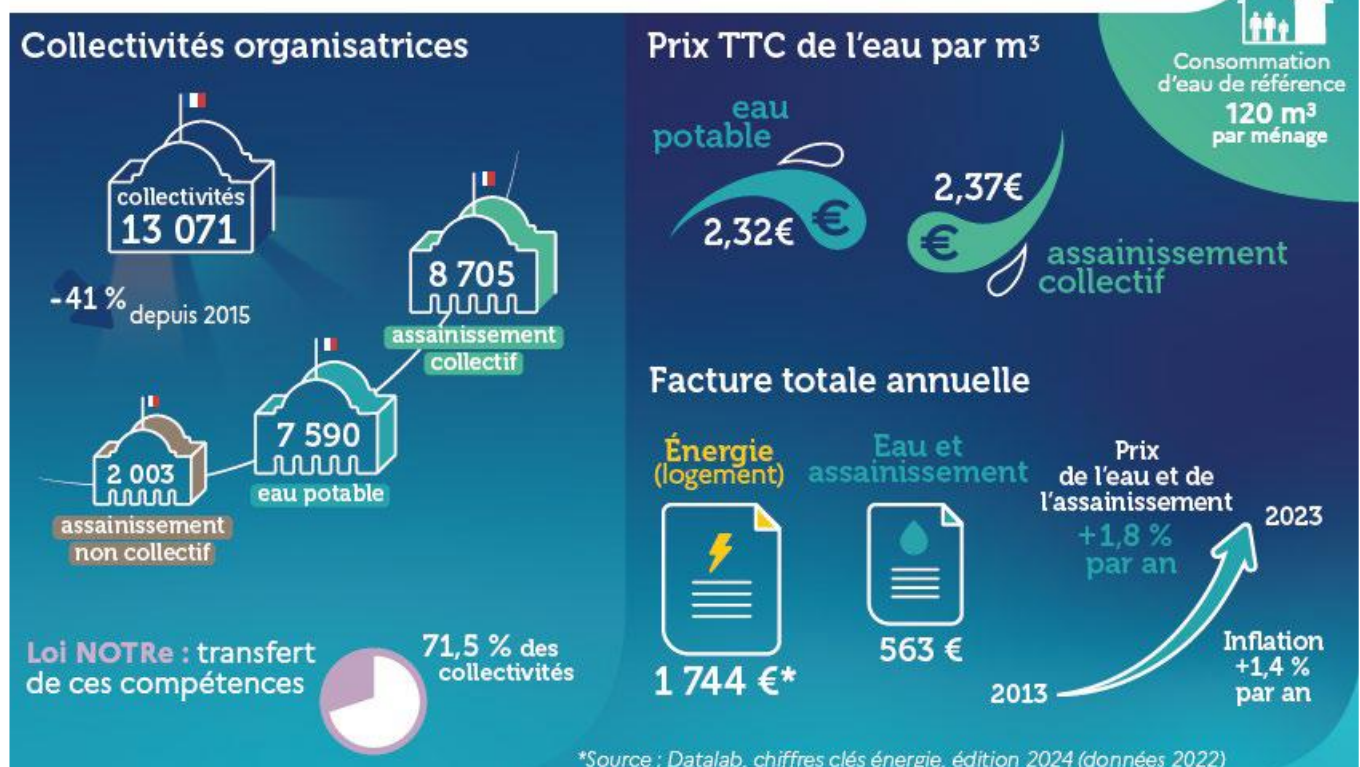
Les lignes directrices du budget 2026 s'articulent autour de 4 orientations

1/ Maintien de la tarification

Le syndicat a mis en place en 2025 **une tarification unique** sur l'ensemble de son territoire. La politique tarifaire permet au syndicat d'afficher encore aujourd'hui un prix de l'eau et de l'assainissement nettement en dessous des moyennes nationales et régionales.

Selon le dernier rapport disponible de l'Observatoire des services publics de l'eau et de l'assainissement, en France le prix global moyen de l'eau TTC (et redevances) **au 1er janvier 2024**, sur la base d'une consommation annuelle de référence de 120 m³, s'établissait à **4,69 €/m³** dont 2,32 €/m³ pour l'eau potable et 2,37 €/m³ pour l'assainissement.

Principaux résultats de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement en 2023



Au niveau régional pour la Région Nouvelle Aquitaine d'après l'observatoire le prix moyen de l'eau et de l'assainissement s'établit en **2025 à 5,07 €TTC** dont 2,59 TTC pour l'eau et 2,47 TTC pour l'assainissement

Pour le **syndicat EMMA en 2026**, la facture moyenne pour l'ensemble des communes adhérentes au Syndicat s'établit à 488,62 € TTC, soit **4,07 € TTC** par m³ dont 1,97 euros le m³ pour la production et la distribution d'eau potable, 2,10 € euros pour la collecte et le traitement des eaux usées.

Cela représente une facture moyenne par ménage de 488,62 €/an (40,72€/mois)



2/ Maîtrise des dépenses de fonctionnement

Le service de par son plan de sobriété devra améliorer ses consommations du service afin répondre aux normes réglementaires.

Le syndicat doit maîtriser ses dépenses de fonctionnement et travailler sur l'autoconsommation au niveau de ses installations de traitement

- 3/ Maîtrise de la dette

- En matière d'endettement, compte tenu des faibles taux d'endettement des services, le syndicat peut actionner le financement des grands travaux par l'emprunt mais en sécurisant sa capacité de désendettement. Garder comme objectif une capacité de remboursement < 8ans

- 3/Investissement

- Le syndicat avec son programme d'investissement devra répondre aux contraintes réglementaires et accompagner le développement du territoire. Le syndicat doit prendre en compte pour le service de l'eau les problématiques de qualité et de quantité d'eau et pour le service assainissement les modifications réglementaires issues de la directive DERU 2 mais aussi les travaux nécessaires pour l'amélioration des réseaux de collecte et du traitement des eaux usées.

Les études prospectives présentées, réalisées avec les données 2024 avec des contraintes fortes sur les recettes (peu d'évolution des recettes liées à la consommation +0,5%) et des dépenses en augmentation montrent des situations financières saines pour les services avec des capacités d'autofinancement importantes.



Service eau

Une étude globale pour un schéma directeur

Le syndicat va engager une étude qui intégrera les données de l'étude de sécurisation de l'eau menée par le Département pour réaliser un schéma directeur sur l'ensemble de son service de l'eau. Les différentes données sur la ressource, le réseau, les stations de traitement réseau d'eau potable seront étudiées et projetées sur du long terme. Dans le cadre de cette étude sera aussi déployée une Hypervision outil informatique couplé avec l'IA qui permettra de renseigner les indicateurs de performance et servira d'outil prédictif pour l'aide à la décision pour l'amélioration du rendement et plus largement de la qualité du service.

Programme Re-Sources 2026											
	Total		AE		Région		Département		Autre		Syndicat
Actions	Coût	%	Montant HT	%	Montant HT	%	Montant HT	%	Montant HT	%	Montant HT
Etudes - Bilan Accompagnement Territoire Miscanthus	32 400,00	55%	17 820,00	10%	3 240,00	15%	4 860,00			20%	6 480,00
Etudes/stagiaire miscanthus- gratification	4 019,40	70%	2 813,58	10%	401,94					20%	803,88
Etudes/stagiaire miscanthus- couts annexes/analyses	15 000,00	55%	8 250,00	10%	1 500,00	15%	2 250,00			20%	3 000,00
Suivi qualité (analyses auto contrôles supplémentaires)	3 751,26	55%	2 063,19	10%	375,13	15%	562,69			20%	750,25
Actions collectives agricoles Miscanthus rhizomes(15600€HT) planteuse et livraison (850€ HT)	16 450,00	5%	850,00							95%	15 600,00
Actions collectives agricoles Miscanthus Organisation réunions/Visites agriculteurs, élus, CC inter-syndicats Tarbes/Tyrosse	1 000,00	70%	0,70	10%	100,00					20%	200,00
Accompagnement Individuel (Diagnostiques)	8 000,00	55%	4 400,00	10%	800,00	15%	1 200,00	20%	1 600,00		
Actions collectives non agricoles Réhabilitation des ANC sur zone vulnérable	282 000,00	33%	94 000,00					67%	188 000,00		avance EMMA=50% de 188000
Acquisition foncière (veille SAFER)	2 500,00	70%	1 750,00							30%	750,00
Communication organisation table ronde (venue experts?) ateliers chez agricultrice (supports) Panneaux circuit petit cycle de l'eau	7 000,00	70,0%	4 900,00	10%	700,00					20%	1 400,00
Animation générale	38 669,00	70%	27 068,30	10%	3 866,90					20%	7 733,80
Coordination agricole	47 700,00	50%	23 850,00					20%	9 540,00	30%	14 310,00
TOTAL (€)	458 489,66		187 765,77		10 983,97		8 872,69		199 140,00		51 027,93

Le syndicat devra intégrer les différentes dispositions introduites par la transposition de la directive européenne Eau par l'Ordonnance du 22 décembre relative à l'accès à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et les 2 décrets d'application publiés en décembre dernier.

Protection de la ressource

Pour la protection de la ressource sur Orist, le syndicat doit suivre les actions retenues dans les Plan d'action territorial et prendre en charge les dépenses pour le suivi des actions agricoles.



Pour garantir la qualité de l'eau le service doit poursuivre les actions prioritaires retenues dans son PGSSE (Plan de gestion de la sécurité sanitaire des eaux). Des travaux seront menés dont le comblement des forages abandonnés, la réhabilitation des clôtures, l'évolution de la supervision avec pose de caméras dans les réservoirs. Ces différents travaux auront une incidence sur le budget de l'eau en 2025 et 2026.

Mobilisation de ressources supplémentaires

Pour augmenter ou sécuriser notre ressource en eau, des forages supplémentaires seront réalisés sur le champ captant d'Orist et sur Moliets.

Entretien du patrimoine

Le syndicat poursuivra les travaux de renouvellement du réseau d'eau avec un objectif de 1% renouvelé par an sur l'ensemble du territoire avec pour ambition d'améliorer le rendement. Le syndicat pour cela a été retenu dans le cadre d'un appel à projets lancé par l'agence de l'eau pour réduire les fuites et bénéficie d'une subvention de 1 215 000 € pour 2 430 000 € de travaux retenus pour la période 2025/2026.

Accès au service – et protection cyber

Le syndicat doit prendre en compte la problématique de la cyber sécurité pour cela des prestations avec l'ALPI seront réalisées tant sur la prévention, formation que sur la mise en place d'outils de protection.

D'autre part, le syndicat doit faire évoluer son site internet ainsi que son portail « abonnés » pour un meilleur accès au service. Les dépenses de ces prestations seront inscrites dans le budget 2026.

Qualité de l'eau distribuée

Le syndicat doit prendre en compte la problématique des CVM sur la commune de Tosse et doit pour cela inscrire des travaux de renouvellement pour garantir une eau de qualité.

Le syndicat devra être vigilant concernant la recherche des polluants éternels PFAS, 20 molécules sont recherchées depuis l'été 2025 aujourd'hui pas de problème pour le syndicat. Une nouvelle molécule ne faisant pas partie des 20 sera suivi par l'ARS il s'agit du TFA. Cette molécule est plus problématique car elle est difficilement traitable même sur du charbon, nous sommes dans l'attente des résultats et de la réglementation sur cette molécule.



Prévisions budgétaires

CHAPITRE	PREVU EMMA 2025	REALISE EMMA 2025	PREVU EMMA 2026
SECTION EXPLOITATION			
Dépenses			
011 Charges à caractère général	4 228 000,00	3 503 072,59	4 556 500,00
012 Charges de personnel	3 245 000,00	3 118 194,44	3 400 000,00
014 Atténuation de produits	1 866 000,00	1 740 717,00	1 566 000,00
65 Charges de gestion courante	347 500,00	301 881,83	348 000,00
66 Charges financières	220 000,00	211 114,35	180 000,00
67 Charges exceptionnelles	109 000,00	84 530,60	142 000,00
68 Dotations aux provisions	15 000,00	10 152,00	5 000,00
042 Amortissements des Immos	1 704 000,00	1 695 975,43	1 751 000,00
022 Dépenses imprévues	80 000,00	0,00	0,00
023 Virement à la section d'investissement	2 900 500,00	0,00	2 387 500,00
Total	14 715 000,00	10 665 638,24	14 336 000,00
Recettes			
70 Ventes Produits, prestations de services	10 748 750,00	10 999 482,95	10 940 000,00
013 Atténuation de charges	20 000,00	6 637,98	20 000,00
74 Subvention d'exploitation	216 801,66	8 896,81	210 883,66
75 Produits de gestion courante	178 821,53	177 519,62	186 905,11
77 Produits exceptionnels	22 000,00	8 851,67	99 000,00
78 Reprise sur provisions	6 000,00	5 039,36	0,00
042 Amortissement des Subventions	212 000,00	208 743,32	218 000,00
002 Résultat reporté	3 310 626,81	3 310 626,81	2 661 211,23
Total	14 715 000,00	14 725 798,52	14 336 000,00

Au chapitre dépenses et recettes exceptionnelles respectivement pour les chapitres 67 et 77 nous inscrivons une somme de 94 000 € pour prendre en compte l'aide de l'agence de l'eau dans le cadre de la protection de la ressource pour la réhabilitation d'installations d'assainissement non collectif.

Service assainissement

Comme pour le service de l'eau le syndicat devra être attentif aux changements de réglementations qui auront un impact sur le service.

Les travaux de renouvellement des réseaux devront nous permettre de réaliser notre objectif de 1% de réseaux renouvelés par an sur l'ensemble du territoire.

Conformément à l'arrêté de juillet 2015 le syndicat doit réaliser des diagnostics des systèmes d'assainissement. Ces diagnostics devront être renouvelés tous les 10 ans.

Pour cette année 2026 seront programmés les diagnostics sur les Communes de Biarrotte, St Laurent de Gosse, St Martin de Hinx, Saubusse et St Jean de Marsacq. Mais d'assainissement de la station de Soustons.

Station d'épuration

Le syndicat va poursuivre les travaux sur les stations de St Jean de Marsacq et Orx pour une mise en service dans l'exercice.

Prévisions budgétaires

CHAPITRE	PREVU EMMA 2025	TOTAL REALISE 2025	PREVU EMMA 2026
SECTION EXPLOITATION			
Dépenses			
011 Charges à caractère général	4 025 300,00	3 219 877,84	4 131 500,00
012 Charges de personnel	1 470 000,00	1 430 996,35	1 500 000,00
65 Charges de gestion courante	360 000,00	344 740,74	410 000,00
66 Charges financières	112 000,00	88 888,50	115 000,00
67 Charges exceptionnelles	110 000,00	44 977,97	140 000,00
68 Dotations aux provisions	7 000,00	3 717,00	7 000,00
042 Amortissements des Immos	1 864 000,00	1 863 484,63	2 050 000,00
022 Dépenses imprévues	50 000,00	0,00	
023 Virement à la section d'investissement	2 458 500,00	0,00	3 066 500,00
Total	10 456 800,00	6 996 683,03	11 420 000,00
Recettes			
70 Ventes Produits, prestations de services	6 715 567,09	7 102 194,75	6 953 000,71
74 Subvention d'exploitation	25 279,00	800,00	77 627,00
75 Produits de gestion courante	1 410 000,00	1 469 220,73	1 430 000,00
77 Produits exceptionnels	90 000,00	36 919,83	120 000,00
78 Reprise sur provisions	0,00	0,00	
042 Amortissement des Subventions	396 000,00	392 287,75	410 000,00
002 Résultat reporté	1 819 953,91	1 819 953,91	2 429 372,29
Total	10 456 800,00	10 821 376,97	11 420 000,00

Sections « Investissement » des services

Les comités territoriaux se sont réunis en vue de la préparation budgétaire, un programme de travaux s'inscrivant dans les simulations financières prospectives sera proposé pour l'élaboration des budgets 2026 (voir programme travaux prévisionnel en annexe).

Envoyé en préfecture le 12/02/2026

Reçu en préfecture le 12/02/2026

Publié le 12/02/2026



ID : 040-200087278-20260209-260209_1_DEL_DO-DE

PROGRAMME DE TRAVAUX PREVISIONNEL EAUX ET ASSAINISSEMENT 2026

Type ouvrage	Commune	Objectifs attendus	Lieux	Linéaire ml	Montant
RESEAUX	JOSSE	Lutte fuites DN90 et 63 PE	Chemin de Halage	1500	300 000,00 €
	JOSSE	Renouvellement réseau DN100/90/63 FONTE et PVC	Quartier Bousquet	750	140 000,00 €
	MESSANGES	Renouvellement canalisation Ø 100	Route des Lacs	1 000	235 000,00 €
	MOLIETS	Renouvellement canalisation 3 ^{ème} tranche Ø 200	Avenue de l'océan	1 000	300 000,00 €
	MOLIETS	Canalisation transfère eaux brutes (pour forage) Ø 150	RD 117	1 000	300 000,00 €
	MOLIETS	Renouvellement canalisation Ø 100	Rue Théophile Gauthier	330	90 000,00 €
	MOLIETS	Renouvellement canalisation Ø 100	Allée des Arbousiers	600	150 000,00 €
	ORIST	Renouvellement réseau DN63 PVC	Route de Treuil	900	140 000,00 €
	ORIST	Renouvellement réseau DN90/75/50/40 PVC phase 1	Route de Bellevue	1200	100 000,00 €
	ORTHEVIELLE	Renforcement 2 ^{ème} phase DN100 FONTE	Route de Lahourcade	320	100 000,00 €
	SAUBION	Renouvellement réseau DN63 PVC	Route de la Forêt	470	140 000,00 €
	SOUSTONS	Renouvellement canalisation Ø 100	Résidence des Gravières	120	30 000,00 €
	ST VINCENT DE TYROSSE	Dévoisement suite à effondrement TN privé DN150 FONTE	Route de Lit	500	180 000,00 €
	ST VINCENT DE TYROSSE	Renouvellement réseau DN100 FONTE	Rue de Pyrénées	170	62 000,00 €
	STE MARIE DE GOSSE	Renouvellement réseau DN63 PVC	Chemin de Sere	250	52 000,00 €
	STLDG	Lutte fuites DN100 2 ^{ème} phase DN100 FONTE	RD12	850	200 000,00 €
	TOSSE	Renouvellement canalisation Phase 1 Ø 63	Route de l'Etang – Capdeil – Chemin Bethe n°2 – Oustaou – Mouréou	3050	550 000,00 €
	TOSSE	Renouvellement canalisation intérieur Château d'eau Ø 150		40	100 000,00 €
	VIEUX BOUCAU	Renouvellement canalisation Ø 100	Avenue du Moisan	100	35 000,00 €
	VIEUX BOUCAU	Renouvellement canalisation amiante Ø 110	Station AEP	40	40 000,00 €
	VIEUX BOUCAU	Renouvellement canalisation Ø 100	Rue des Cigales	450	150 000,00 €
	VIEUX BOUCAU	Renouvellement canalisation Ø 80	Rue des Corsiers, Rue de la Gare	400	110 000,00 €
OUVRAGES	ANGOUME	Réparation suite à foudre	RST		15 000,00 €
	BELUS	Diagnostic avant réhabilitation	Bâche eau		30 000,00 €
	ORIST	Raccordements (réseau et élec) forage F9 à usine	Barthes		500 000,00 €
	ORIST	Forage F10	Barthes		250 000,00 €
	ST MARTIN DE HINX	Réhabilitation extérieur ouvrage	RST		50 000,00 €
	TOSSE	Réhabilitation intérieure			200 000,00 €
	VIEUX BOUCAU	Réhabilitation extérieure Château d'eau			120 000,00 €
ETUDES	SM EMMA	SCHEMA DIRECTEUR SM EMMA	Toutes les communes		220 000,00 €
EXPLOITATION		Travaux divers et compteurs de secto et compteurs résidences	MARENSIN		100 000,00 €
TOTAL PREVISIONNEL					4 989 000,00 €

Envoyé en préfecture le 12/02/2026

Reçu en préfecture le 12/02/2026

Publié le 12/02/2026



ID : 040-200087278-20260209-260209_1_DEL_DO-DE

PROGRAMME DE TRAVAUX PREVISIONNEL ASSAINISSEMENT 2026

Type ouvrage	Communes	Objectifs attendus	Lieux	Linéaire en ml	Montant
RESEAUX	JOSSE	Réhabilitation réseau	Bassin A,B,C diagnostic	300	120 000 €
	MESSANGES	Réhabilitation réseaux EU Ø 200	Art et Vie	2800	840 000 €
	MESSANGES	Réhabilitation réseaux EU Ø 100	Route de la cote d'argent	260	70 000 €
	MESSANGES	Réhabilitation réseaux EU Ø 200	Rue des Girolles		50 000 €
	MOLIETS	Travaux suite Diagnostic	Moliets	ml	100 000 €
	ORX	Réhabilitation réseau	Routes du Tuc, Saubrigues, Labenne, Alaoudes, Ecoles, Minjotte		140 000 €
	PORT DE LANNE	Réhabilitation réseau DN200	Place de la Liberté	250	200 000 €
	PORT DE LANNE	Réhabilitation réseau Phase 2 DN200	Bourg Secteur Amont	700	350 000 €
	RIVIERE-SAAS ET GOURBY	Réhabilitation réseau DN200	RD – Route du Vimport	450	200 000 €
	RIVIERE-SAAS ET GOURBY	Réhabilitation réseau DN200	Secteurs des impasses des Cigognes et des Alouettes	250	170 000 €
	SOUSTONS	Réhabilitation réseaux EU Ø 200	Rue de Peluche / Rue des Alizés / Rue de la Licorne	450	170 000 €
	ST MARTIN DE HINX	Réhabilitation par Gainage DN200	Rte du Seignanx	350	150 000 €
	ST VINCENT DE TYROSSE	Renforcement/réhabilitation	Quartier Casteroun	650	560 000 €
	ST VINCENT DE TYROSSE	Réhabilitation réseau DN200	Rue des Girolles	170	150 000 €
	ST VINCENT DE TYROSSE	Dévoisement réseau DN300	RD 33 et chemin de Higes	200	230 000 €
	ST VINCENT DE TYROSSE	Réhabilitation sans tranchée et renouvellement réseau EU DN300 – 400 - 500	Intersection RD810 - Avenue du Chenil	250	230 000 €
	ST VINCENT DE TYROSSE	Réhabilitation par Gainage DN600	Rte d'Angresse	150	80 000 €
	VIEUX BOUCAU	Création boîtes de branchement	Rue des Fermettes		70 000 €
	VIEUX BOUCAU	Réhabilitation réseaux EU Ø 200	Rue du Vieux passage / Route des Lacs	400	150 000 €
OUVRAGES	JOSSE	Réhabilitation Accès step	Route des Barthes		100 000 €
	ORX	Route de Chassepot	STEU 900EH		650 000 €
	ST VINCENT DE TYROSSE	Renforcement / réhabilitation Poste de refoulement	PR Maternelle		80 000 €
	TOSSE	PR Guillemane			50 000 €
ETUDES	BIARROTTE	Diagnostic réseau EU		Externe	50 000 €
	SAUBUSSE	Diagnostic réseau EU		Interne	- €
	ST JEAN DE MARSACQ	Diagnostic réseau EU		Interne	- €
	ST LAURENT DE GOSSE	Diagnostic réseau EU		Interne	- €
	ST MARTIN DE HINX	Diagnostic réseau EU		Externe	100 000 €
		Diagnostic bassin versant	STEP SOUSTONS		220 000 €
EXPLOITATION	MARENSIN	Pose de débimètre			30 000 €
TOTAL PREVISIONNEL					5 310 000 €